

La direction choisit le conflit

En juillet, Laurent Guimier avait séché le CSE du Siège. Fin août, le directeur de l'information a daigné se déplacer pour... faire de LA PROVOCATION en CSE extraordinaire : « Ce sont des mensonges... je dénie l'idée selon laquelle nous supprimons les éditions nationales... ». En manipulant les mots, l'un de ses sports favoris, M. Guimier a tenté de nous faire oublier les maux de cette réforme destructrice : rayer de la carte les journaux emblématiques de France 3, le 19/20 national ainsi que le 12/13. Avant toute discussion, le SNJ souhaite le retrait de ce projet funeste appelé Tempo. Et tous les salariés doivent eux aussi dire non !

Face au déni et au cynisme, la seule voie est celle d'une mobilisation massive, à la hauteur du choc, voire du traumatisme subi après cette annonce !!! La grève du 12 septembre, c'est la direction qui l'a choisie. Car le préavis a été déposé le 20 juillet, et la négociation n'aura lieu que le 5 septembre. Un délai trop court pour une véritable discussion. Pour le SNJ, ce n'est pas une menace mais une promesse, le combat ne fait que commencer. Et la direction peut avoir la certitude que nous nous trouverons sur sa route pour l'empêcher de mettre en place ce plan néfaste. C'était l'esprit du **préalable du SNJ** lu en début de séance.

Vos représentants du Syndicat National des Journalistes ont tout d'abord fustigé les fondements du projet Tempo. Trop d'informations contradictoires avec la multiplication des chaînes d'info et l'influence des réseaux sociaux ? La solution de la direction consiste donc à simplifier le pluralisme en supprimant une source d'informations. Les Français veulent soi-disant privilégier le local, alors on tire un trait sur les éditions nationales de France 3 ! Absurde... Le ton monte : l'un de vos délégués SNJ affirme que le directeur de l'information, récemment désavoué par 83 % des votants lors d'une motion de défiance, ne devrait même pas être là. Le président de l'instance intervient pour demander le respect des personnes. Mais où serait le manque de respect à rappeler des faits incontestables ?

Le SNJ n'est pas contre la régionalisation, oui à un développement d'antennes régionales de plein exercice. C'était l'une des priorités du candidat de notre organisation à la présidence de France Télévisions, Serge Cimino. Mais on ne commence pas une telle réforme en supprimant les éditions nationales. Vos élus parlent d'une régionalisation LOW COST, ce que conteste Philippe Martinetti, le directeur du réseau de France 3. En citant en exemple la centaine d'opérations sur le sport l'an dernier ainsi que les 250 documentaires produits... Seulement voilà, dans les régions, les équipes sont forcées d'optimiser sous la contrainte, et Delphine Ernotte, la présidente, va devoir construire à partir du 18h30, une tranche réalisée sans moyens supplémentaires.

La direction a donc choisi de s'attaquer frontalement à l'un des édifices les plus solides de l'information de service public. Comme elle l'avait fait avec le Soir 3. Pourtant, une équipe, sous la houlette du directeur de la rédaction, Michel Dumoret, avait été mandatée pour réfléchir à une nouvelle formule du 19/20. L'étage supérieur lui a coupé les ailes. Une décision brutale qui a laissé la place à une annonce tout aussi violente, l'arrivée de Tempo.

Pour M. Guimier, « nous devons être capables de présenter de l'info nationale et internationale ailleurs que depuis Paris ». « Depuis 24 régions, les Français auront la même information », ajoute-il. Les « contenus nationaux et internationaux » des JT seront produits par les services de la rédaction nationale et par France Info, selon le document fourni par la direction. Des contenus ? On ne parle plus de reportages réalisés pour une édition, en relation avec le rédacteur-en-chef pour en fixer les angles et pour en assurer le suivi... Non, ce sera une sorte de banque de reportages tout prêts, dans laquelle les 24 BRI (bureaux régionaux d'information) de France 3 pourront puiser. « Nous ne sommes pas des prestataires de service », insistent vos représentants SNJ.

(suite en page 2...)

(...)

Ne leur parlez pas de la bonne audience des éditions nationales, ils comptent « profiter de cette dynamique » pour développer Tempo. Ne leur dites pas qu'ils vont rétrécir l'information ainsi que le pluralisme, ils vous répondront que c'est tout le contraire qui va se passer. Sur quoi se basent-ils ? Rien. Aucune enquête sérieuse auprès des téléspectateurs, leurs avis seront intégrés plus tard dans la réflexion. Le risque de lâcher la proie pour l'ombre en jouant avec l'avenir d'au moins 1000 salariés qui travaillent pour les journaux nationaux de France 3 est bien réel. Mais pour eux, ce n'est pas grave, il faut se jeter corps et biens dans ce projet. Un projet politique au travers duquel la présidente, Delphine Ernotte, va pouvoir faire des économies, même si elle prétend le contraire.

Une question se pose. Quels autres pays européens ont servi d'exemples pour lancer une telle réforme ? Pas la peine de leur donner quatre heures pour plancher sur le sujet. Syndrome de la page blanche, ils ne savent pas et citent France Bleu et RFO. Dans le monde, selon Guimier, supprimer les éditions nationales de France 3 constituerait donc la réponse à la défiance issue de la crise Covid, et à la crise des gilets jaunes. « Vous voulez corriger le modèle que vous générez », ont martelé vos élus SNJ, en faisant notamment référence à une erreur manifeste, une faute récemment commise à l'antenne. Dans un reportage, le 20 h de France 2 a confondu une cheminée avec un missile qui serait tombé sur les toits de la Centrale nucléaire de Zaporijia en Ukraine. Une confusion que ni l'encadrement pléthorique et très interventionniste de la rédaction nationale, ni les révéléateurs n'ont décelé. « Je suis tout comme vous en colère, c'est une affaire encore instruite en interne, les validations d'usage ont semble-t-il été faibles », reconnaît le directeur de l'information. M. Guimier prend un engagement : « Je ferai en sorte que cela ne se reproduise pas ». Une phrase que nous gardons précieusement dans le placard à archives. D'autant que les dégâts en termes de crédibilité sont perceptibles, autant à Paris qu'en régions.

La direction parle de co-construction au sujet de Tempo alors qu'elle veut tout démolir. Le SNJ s'est associé à une résolution qui donne pouvoir à la Secrétaire du CSE du Siège, d'intenter une action en justice. Selon les élus, il y a eu délit

d'entrave car la direction a préféré informer la presse ainsi que les salariés en direct avant les instances compétentes.

Une résolution a été adoptée par 20 voix pour et une abstention.

Pour le président de l'instance, il n'y a pas entrave puisque tout reste à faire. On croit rêver ! Une équipe en mode projet est déjà nommée avec à sa tête Sophie Guilin, la désormais ex-directrice de France Info. Et dans les régions, des réunions et séminaires sont déjà programmés. Quand cette direction va-t-elle cesser de nous manquer de respect en niant la réalité ?

Le message du SNJ est très clair. Le bras de fer social qui engage cinq organisations syndicales est engagé. Nous appelons les salariés à la mobilisation : les journalistes, des reporters aux présentateurs en passant par les rédacteurs-en-chef, les personnels administratifs et les techniciens. Nous les appelons tous à faire grève et à se mobiliser avec nous, jusqu'à ce que la direction abandonne ce projet. Pour certains ou certaines d'entre-nous, c'est peut-être le dernier combat... Alors menons le jusqu'au bout ! •

Paris, le 30 août 2022

**Syndicat National des Journalistes
de France Télévisions**

Nous rendre visite : bureau D 142
Nous contacter : snj@francetv.fr

01 56 22 88 28